

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 Glisy

Glisy, le 26/06/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PIERRES DE CAPPY SARL**

Route départementale 164 Lieu-dit "Les Carrières"  
80340 Cappy

Références : 2024-E20091  
Code AIOT : 0005103805

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2024 dans l'établissement PIERRES DE CAPPY SARL implanté Route départementale 164 Lieu-dit "Les carrières" 80340 Cappy. L'inspection a été annoncée le 02/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PIERRES DE CAPPY SARL
- Route départementale 164 Lieu-dit "Les carrières" 80340 Cappy
- Code AIOT : 0005103805
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PIERRES DE CAPPY exploite par arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2012 une

carrière de craie (extraction annuelle de 250 000 tonnes par an) et des installations classées des rubriques n° 2515 relevant du régime de l'enregistrement et n°2517 relevant du régime de la déclaration. Les installations classées sont encadrées réglementairement notamment par les actes administratifs ci-dessous :

- arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières;
- arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 pour la protection de l'environnement;
- certificat de bénéfice des droits acquis (antériorité) du 22 décembre 2017.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il a été constaté le passage d'une adduction d'eau sur le périmètre ICPE dans la zone d'extraction devenue une zone de circulation. L'exploitant précise qu'il s'agit d'une adduction d'eau agricole.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 9.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 4.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 4.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 7.4.6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 1.6.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de surveillance des émissions de poussières et campagnes de	AP de Mise en Demeure du 11/05/2020, article 1	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	mesures		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 18 janvier 2023 et dans le rapport de visite d'inspection du 20 mars 2023, l'inspection des installations classées a statué que l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mai 2020 n'est pas justifié compte tenu que les émissions de poussières des installations classées de la rubrique n° 2515 (puissance installée de 267 kW) ne sont pas canalisées. Compte tenu des constats relatifs à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mai 2020, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mai 2020. Un projet d'abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint au présent rapport.

L'exploitant ne respecte pas les articles 9.2.4 "Autosurveillances des niveaux sonores", 4.2.1 "Aire étanche", 4.3.2 "Eaux sanitaires", alinéa 1 du 7.4.6 "Kit de première intervention" et 1.6.2. "Montant des garanties financières. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure de respecter ces prescriptions. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint au présent rapport.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de surveillance des émissions de poussières et campagnes de mesures

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/05/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de poussières rubrique 2510-1 (A)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société Pierres de Cappy, exploitant une carrière de craie sur la commune de Cappy, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé (relatif aux exploitations de carrières) en produisant sous un délai de six mois un plan de surveillance des émissions de poussières et les premières mesures trimestrielles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni en amont de la visite d'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le plan de surveillance des retombées en poussières dans l'environnement " Réf: G003230173-01 -Ind.0 du 07-07-2023";</li> <li>- la campagne de mesures des retombées atmosphériques en poussières dans l'environnement (1ère campagne) d'octobre 2023 " Réf: G003230173-02-1 - Ind.0 du 29/11/2023".</li> </ul> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a fourni le document contractuel signé le 20 janvier 2023 d'engagement avec son prestataire pour réaliser 8 campagnes trimestrielles de mesures des retombées atmosphériques de poussières. L'exploitant précise que compte tenu de la disponibilité de son prestataire la première a débuté en octobre 2023. Il rajoute que des campagnes en janvier 2024 et en avril 2024 ont été réalisés et qu'il est en attente des rapports.</p> <p>Compte tenu de ces constats, il est proposé d'abroger l'arrêté préfectoral de mise du 11 mai</p>

2020.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant veillera à transmettre à l'inspection des installations classées les rapports des campagnes trimestrielles de mesures des retombées atmosphériques de poussières et le bilan annuel au titre de l'article 19.19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 2 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 9.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto-surveillance des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 2.1.7 puis tous les ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé du présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.
<b>Constats :</b>  L'exploitant informe qu'il a repris la société PIERRES DE CAPPY en 2020. L'exploitant n'a pas réalisé de mesures des émissions sonores.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aire étanche
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées avant rejet , vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- une aire non étanche et non aménagée conformément à la présente prescription ;</li> <li>- un séparateur d'hydrocarbures non couvert et non connecté à l'aire non-étanche.</li> </ul> <p>L'exploitant précise qu'il ne réalise pas de ravitaillement ni le stationnement prolongé des engins de chantier en dehors des horaires d'activité sur cette aire non-étanche.</p> <p>La prescription sus-visée n'est pas respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux sanitaires
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux sanitaires sont collectées, traitées et évacuées selon le code des collectivités locales. A défaut, elles sont dirigées vers une cuve étanche régulièrement vidangée par une entreprise spécialisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un unique sanitaire mobile, type toilette de chantier, est présent sur site. L'exploitant précise qu'il est inutilisable car la cuve est remplie. Les salariés n'ont pas accès à des sanitaires. Il n'a pas été constaté de fuites de cette cuve du sanitaire mobile. L'exploitant n'a pas vidangé la cuve étanche des eaux sanitaires auprès d'une société spécialisée.</p> <p>La prescription sus-visée n'est pas respectée.</p> <p>L'inspection des installations transmet le présent rapport de visite d'inspection au service de l'inspection du travail.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 7.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Kit de première intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un kit de première intervention est disponible sur la carrière en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun kit de première intervention n'était disponible sur la carrière.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2012, article 1.6.2	
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Montant des garanties financières	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
Le montant des garanties financières est indiqué dans le tableau ci-dessous pour chaque phase :	
Périodes considérées	Montants (en euros TTC)
Phase 1	159 602
Phase 2	172 792
Phase 3	153 558
Phase 4	137 542
Phase 5	137 542
Phase 6	137 542
<p>Les montants ci-dessus ont été déterminés avec un indice TP01 égal à 616,5 correspondant au mois de mai de l'année 2009.</p> <p>Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 1.6.5.</p>	
<b>Constats :</b>	
L'exploitant n'a pas justifié disposer de garanties financières pour la phase 3.	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription	
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois	